



Syndicat Unitaire des Personnels des Administrations Parisiennes

6 rue Pierre Ginier 75018 Paris / tél.: 01 44 70 12 80 / mail : syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE PARIS

Confinement sans fin !

Retour à la case départ !!!

Un an après le confinement, 5 mois après l'instauration d'un couvre-feu à 20h puis à 18h, le gouvernement annonce un nouveau dispositif confinement + couvre-feu à 19h pour 4 semaines minimum !

Pendant des mois, des dizaines de millions de personnes ont continué à se déplacer pour travailler, étudier, consommer quasi « normalement ».

Le couvre-feu n'est jamais parvenu à faire baisser un niveau très élevé de contamination et de mortalité (des centaines de décès chaque jour depuis novembre).

Le couvre-feu à 18h pourrait même avoir contribué à la reprise de l'épidémie en congestionnant les transports en commun et les commerces juste avant 18h. Tous les indicateurs sont au rouge. Alors que le gouvernement n'a pas renoncé à fermer des lits dans les hôpitaux publics, services de réanimation s'engorgent à nouveau.

Après le fiasco des masques puis des tests il y a un an, puis celui de la campagne de vaccinations, le choix de Macron de réduire toute forme de vie sociale autre que le travail et les courses au supermarché semblent être un échec. Le "métro, boulot, conso, dodo" ne fonctionne pas.

D'autres choix seraient pourtant possibles comme celui d'une **réduction généralisée du temps de travail** (scolaire et professionnel), **pour permettre le respect de vrais protocoles sanitaires** (petits groupes à l'école / rotation des salarié.e.s / agent.e.s dans les services), pour désengorger les transports, les lieux de travail et d'étude (et pourquoi pas, rouvrir des lieux culturels avec jauges strictes).

Les dizaines de milliards accordés à des grandes entreprises qui licencient pourraient être utilisés autrement : **pour financer cette réduction du temps de travail généralisée, à l'école comme au travail, pour financer une vraie protection sanitaire (masques, tests, vaccins), pour les hôpitaux publics, pour l'éducation** (réquisition de bureaux vides, préfabriqués, embauche d'adultes, petits groupes).

À la Ville de Paris, le maintien au travail "coute que coute" doit cesser aussi. Il faut :

- Le maintien des services et missions qui ont un caractère urgent et de première nécessité, mais aussi la réorganisation, la réduction voire l'arrêt de missions qui n'ont pas cette urgence.
- Une **réduction du temps de travail** ou des jours non travaillés en autorisation d'absence (ASA), selon les services.
- Des **moyens humains supplémentaires** dans les services qui le nécessitent (nettoyage des locaux, travail social, santé).
- Sur les sites de travail ouverts, le pouvoir donné aux agent-e-s de réorganiser le travail en fonction des nécessités sanitaires (rythmes, missions prioritaires ou non, moyens de protection...).

Si Anne Hidalgo essaye de se démarquer de la politique de Macron, pour l'heure la Ville se refuse à ces mesures de bon sens sanitaire et de protection des agent-e-s et des missions !

Pire, au lieu de baisser le temps de travail, de déprécier et d'embaucher, l'exécutif entend mettre en œuvre la réforme macroniste de la fonction publique en augmentant notre temps de travail de 8 jours par an. L'équivalent de plus de 2000 postes économisés. C'est inacceptable!